

Index AI : PRE01/254/2011
17 May 2011

Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête sur l'existence présumée d'un charnier

Les autorités syriennes doivent mener une enquête impartiale dans les meilleurs délais sur des informations faisant état de l'exhumation de plusieurs corps près de la ville de Deraa et sur les circonstances de ces morts, a déclaré Amnesty International mardi 17 mai.

Certaines sources ont indiqué à Amnesty International que des personnes habitant aux abords de la ville de Deraa, dans le sud du pays, ont découvert lundi 16 mai une tombe anonyme peu profonde où étaient ensevelis les corps de cinq personnes – il s'agirait d'Abd al Razaq Abazaid et de ses quatre fils, Samer, Samir, Suliman et Mohamed Abazaid.

Les circonstances de leur décès et le nombre total de corps ne sont pas clairement établis – selon certaines informations, les restes de plus de 25 personnes ont été retrouvés.

« Si elles sont vraies, les informations selon lesquelles plusieurs corps ont été enterrés de manière sommaire mettent en évidence un mépris révoltant pour la vie humaine », a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Les autorités syriennes doivent immédiatement mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces informations et sur les autres homicides en relation avec les récentes manifestations en faveur de la réforme.

« Tout responsable présumé d'homicides illégaux, de torture et d'autres violations des droits humains doit être traduit en justice dans le cadre d'un procès équitable. »

Amnesty International a dressé une liste d'au moins 622 personnes tuées par les forces de sécurité syriennes dans le pays depuis le début, à la mi-mars, des manifestations appelant à la réforme.

Épicentre de la contestation nationale en faveur de la réforme, Deraa est l'une des villes ayant été placées sous le contrôle de l'armée ces dernières semaines.

Un militant local a appris à Amnesty International que les forces de sécurité ont assoupli le couvre-feu dimanche 15 mai, permettant aux résidents de se déplacer dans la ville de 8 heures du matin à 17 heures tous les jours.

Lundi 16, des résidents de Deraa auraient alerté les forces de sécurité après avoir accidentellement découvert des corps dans un champ ouvert situé derrière un cimetière de la ville. Ils étaient semble-t-il ensevelis dans un trou creusé dans le sol, recouvert de terre et de paille.

Des témoins ont signalé que des membres des forces de sécurité étaient présents lors de tentatives d'identification des corps.

Les circonstances de leur mort sont inconnues mais un militant local a affirmé à Amnesty International que certains pensent que ces corps sont ceux de personnes abattues par les forces de sécurité alors qu'elles essayaient de quitter la ville.

« Si ces personnes n'étaient pas armées et si les forces de sécurité leur ont tiré dessus alors qu'elles fuyaient, ces homicides constitueraient des exécutions extrajudiciaires », a déclaré Malcolm Smart.

« Les autorités syriennes devraient inviter des experts des droits humains des Nations unies à procéder ou à collaborer à des enquêtes directes sur les centaines d'homicides et autres violations graves des droits humains survenus ces dernières semaines. »

Le gouvernement syrien a nié l'existence d'une fosse commune près de Deraa. Les autorités syriennes ont affirmé à plusieurs reprises que les manifestations récentes avaient été orchestrées par des « groupes terroristes armés » essayant de renverser le gouvernement.

Amnesty International a récemment demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie, tandis que la répression des manifestations en faveur de la réforme continue à travers le pays.